



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
Délibération n°DCC2024_079

Objet	Créations d'emplois non permanents nécessaires à la réalisation de projets au sein du service transition et aménagement durable.
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin d'accélérer les transitions, enjeux au cœur des politiques publiques d'aujourd'hui et de demain et d'atteindre les objectifs exprimés notamment dans le Plan Climat (PCAET), il est envisagé de renforcer les capacités d'action du service Transition et Aménagement durable.

Concrètement, il est proposé de renforcer deux champs d'action du service à court terme :

- La mobilité, en accélérant la mise en œuvre de la politique mobilité et en déployant de nouveaux services mobilité sur le territoire à court terme (2024-2026).
- La souveraineté alimentaire, en lançant l'élaboration d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT), projet participant à transformer les productions agricoles, agroalimentaires et les consommations alimentaires à l'échelle du territoire.

Ces évolutions amènent à repenser l'organisation du service en proposant, dans un premier temps, la création de deux emplois non permanents supplémentaires permettant de booster les capacités d'action de la CAPLD :

- Un emploi lié au « Projet Tim's » venant en complément du poste « mobilité » existant.
- Un emploi lié au « PAT » dédié au lancement de la démarche Projet Alimentaire Territorial

Au regard des projets, des missions en découlant et des échéances, il est proposé de calibrer ces deux nouveaux postes sur des contrats de projet (3 ans).

Chargé du programme mobilité TIM'S – Territoires Inclusion Mobilité Sobriété

Il est proposé de créer un emploi non permanent dans la catégorie hiérarchique B afin de mener à bien le projet suivant :

Le programme TIM'S consiste à offrir des solutions d'écomobilité à des ménages empêchés et des territoires enclavés. Cela concerne ceux qui n'ont pas de solutions de mobilité, comme par exemple des ménages précaires sans voiture et dépendants de transports en commun trop chers ou non disponibles sur leur territoire

La mission est proposée pour une durée de 3 ans.

Poste :

- Assurer le suivi et la coordination du programme TIM'S - l'écomobilité inclusive
- Lancement et suivi du service de Transport à la demande (TAD) zonal
- Lancement et suivi d'une expérimentation plateforme covoiturage
- Gestion, exploitation et élargissement du service Vélo LD

Compétences :

- Formation supérieure avec une expérience dans les domaines de la mobilité
 - Connaissances en mobilité et dans le fonctionnement des collectivités
 - Maîtrise de la méthode de projet, animation de réseau et démarches transversales
- capacités d'animation de collectif, de vulgarisation et de communication

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A à temps complet, dans les conditions fixées aux articles L. 332-24 à L. 332-28 du Code général de la fonction publique.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'attaché.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification

requis pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Enfin le régime indemnitaire n'est pas applicable.

Chef de projet – Projet Alimentaire de Territoire (PAT)

Il est proposé de créer un emploi non permanent dans la catégorie hiérarchique A afin de mener à bien le projet suivant : élaboration d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT)

La mission est proposée pour une durée de 3 ans.

Poste :

- Pilotage et animation du projet
- Élaboration du diagnostic et du programme actions
- Montage de dossiers et mise en œuvre
- Développement des partenariats et des réseaux

Compétences :

- Formation supérieure avec une expérience dans les domaines de l'agronomie, agroalimentaire et/ou développement local
 - Connaissances des filières agricoles, dispositifs de financements, environnement, du contexte institutionnel et réglementaire lié à l'alimentation, fonctionnement des collectivités
 - Maîtrise de la méthode de projet, animation de réseau et démarches transversales
- capacités d'animation de collectif, de vulgarisation et de communication.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A à temps complet, dans les conditions fixées aux articles L. 332-24 à L. 332-28 du Code général de la fonction publique.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'ingénieur territorial.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification

requis pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif

aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 20 février 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise la création de ces emplois

Article 2 : inscrit les crédits nécessaires au budget fonctionnement au chapitre 012